

### Article 31 du Règlement

Le rapport indique que le projet de loi C-21, actuellement bloqué à l'autre endroit, est une première mesure importante en vue de changer nos programmes de recyclage et ainsi de nous adapter aux marchés mondiaux en mutation.

Monsieur le Président, les libéraux de l'autre endroit doivent mettre fin à leurs bouffonneries et permettre l'adoption de ces mesures progressistes qui sont appuyées par le Conseil économique.

\* \* \*

### L'AGRICULTURE

**M. Bob Speller (Haldimand—Norfolk):** Si je prends la parole aujourd'hui, monsieur le Président, c'est pour transmettre au gouvernement un message de la part des producteurs de lait et de volailles de ma circonscription de Haldimand—Norfolk.

Ces agriculteurs s'associent à des milliers d'autres à travers le Canada pour exhorter le gouvernement à ne pas compromettre notre mode de gestion de l'offre au moment où il aborde la dernière étape des négociations du GATT. Les agriculteurs de toutes les régions du Canada ont été victimes des programmes antiagricoles du gouvernement. Celui-ci a trahi nos producteurs de lait et de volailles ainsi que leur mode de gestion de l'offre à force de concessions dans le cadre de l'Accord de libre-échange Canada—États-Unis.

Le Canada ne doit pas trahir ses agriculteurs pendant ces négociations, ainsi qu'il l'a fait dans le cadre du libre-échange. Nos producteurs de lait et de volailles sont maintenant aux abois par la faute du gouvernement. Je dis tout net au gouvernement qu'il ne doit pas rentrer des négociations du GATT sans avoir trouvé le moyen de protéger le mode de gestion de l'offre de nos agriculteurs. Le moment est enfin venu pour lui de défendre les intérêts de nos agriculteurs.

\* \* \*

[Français]

### L'ÉCONOMIE

**M. Cid Samson (Timmins—Chapleau):** Monsieur le Président, j'ai en ma possession un avis aux employés de la compagnie Mallette dans la ville de Timmins. Les propriétaires ont annoncé une mise à pied d'une durée indéterminée à cause de la situation économique présente.

Cet avis ressemble certainement à celui qu'ont reçu les travailleurs d'Air Canada, d'Imperial Oil, du Canadien National, et j'en passe. Ce que le premier ministre qualifie de léger ralentissement est en fait une récession.

Monsieur le Président, il est temps que le premier ministre et son ministre des Finances mettent fin à ces politiques économiques désastreuses telles que le maintien des hauts taux d'intérêt, la taxe sur les produits et services et les autres mesures qui ont créé la conjoncture actuelle.

\* \* \*

[Traduction]

### L'UNITÉ NATIONALE

**M. J. W. Bud Bird (Fredericton—York—Sunbury):** Tout comme moi, monsieur le Président, les Canadiens sont pour la plupart profondément déçus et frustrés de ce que certains de nos concitoyens, tout particulièrement au Québec, mais également au sein de nos bandes autochtones, recherchent une souveraineté distincte, à l'écart du Canada. Je ne puis ni ne veux accepter les efforts de certains qui tendent à promouvoir un Canada séparé.

Nous devons d'abord et avant tout nous préoccuper d'assurer l'unité de notre pays. Cela ne signifie pas pour autant que nous devons chercher à museler ceux qui, exerçant leurs droits fondamentaux, expriment des points de vue différents au Canada, même s'ils devaient aller jusqu'à prôner la séparation. Notre démocratie a sûrement les reins assez solides pour supporter les dissensions et les divisions. Elle en a vu d'autres. En fait, c'est précisément l'esprit d'une démocratie libre qui assurera en définitive notre unité.

Ainsi, même si je trouve insupportable l'idée d'un Québec séparé qui semble motiver certains de nos collègues indépendantistes, et même si je suis déterminé à paralyser leurs efforts de façon à défendre l'unité canadienne, je reconnais néanmoins que ces députés ont le droit de représenter leurs électeurs comme ils le jugent à propos.

Nous ne saurions démontrer les vertus du canadianisme en nous opposant à la liberté de parole et d'expression. Pour ce faire, nous devons au contraire favoriser la contestation et le débat, et nous opposer par des moyens démocratiques aux efforts de ceux qui voudraient engager le Canada dans une mauvaise voie.

\* \* \*

[Français]

### LE PROJET HIBERNIA

**M. Guy Saint-Julien (Abitibi):** Monsieur le Président, les conservateurs québécois n'ont pas attendu septembre 1990 pour défendre les intérêts de la province de Québec dans le projet Hibernia et le ministre libéral, Gérald Tremblay, du Québec, en a témoigné hier en disant «qu'il ne fallait pas regarder la situation uniquement en fonction de Lévis». M. Tremblay a soutenu que sans la pré-